



enquête

Texte :
Walton Pantland

1

**POURQUOI NOUS AVONS BESOIN
DE SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE
MAINTENANT PLUS QUE JAMAIS**

Un monde en crise a besoin d'une voie vers un avenir meilleur. Les syndicats peuvent la lui montrer.

Des femmes se sont disposées en ligne devant la grille de leur usine dans un parc industriel dans la banlieue d'Istanbul et se tiennent par les épaules. Elles sont jeunes, âgées, habillées de façon moderne ou traditionnelle, elles sont unies dans l'instant. Une sono avec un ampli sur batterie commence à diffuser un air traditionnel turc.

“La résistance est belle !” crie la jeune femme en tête de file. Et la danse commence, serpentant et s'enroulant. Après avoir été licenciées pour avoir formé un syndicat, les femmes de l'usine Flormar d'Yves Rocher ont dansé sur cet air tous les jours depuis près de 300 jours, dans le soleil comme dans la neige, ont diffusé leur prestation en direct sur Facebook et l'ont relayée sur Twitter et Instagram. Et grâce aux réseaux de solidarité internationale, leurs voix sont entendues au sein de la communauté locale, du Parlement turc, du siège de l'entreprise, de l'OIT ainsi que dans des boutiques de détail de France, d'Allemagne, de Suisse et des États-Unis.



Soutenues par les syndicats en France, elles ont déplacé leur piquet de grève devant le siège d'Yves Rochers à Paris. C'est de la solidarité syndicale 4.0, mise en œuvre par des structures internationales, amplifiée par les médias sociaux, unissant les syndicats et les consommateurs de par le monde contre une multinationale rapace. **Le piquet est entré dans votre smartphone, votre tablette ou votre PC et vous pouvez réagir en temps réel.**

Confrontée à cette détermination, l'entreprise cède. L'argent a rempli la caisse de grève en provenance du monde entier et une pression internationale croissante a menacé de flétrir la marque. Le moment est rempli d'émotion lorsque les grévistes signent l'accord pour entériner une enveloppe qui comprend 16 mois de salaire.

Les sans voix marginalisés ont trouvé une force collective et résisté avec succès aux assauts d'une entreprise géante. Le syndicat s'ébroue et reprend sa campagne de recrutement. C'est un nouveau jour qui se lève sur la ligne de front de la lutte internationale entre le capital et les syndicats.



Lorsque nous faisons bloc, nous pouvons vaincre

Il existe de nombreuses histoires similaires de gens ordinaires qui font bloc dans la solidarité et se trouvent une force commune. Une victoire comme celle-ci nous renforce, nous donne de l'espoir et nous apprend des leçons sur la manière de mener des campagnes réussies.

Malheureusement, il existe davantage d'histoires encore qui ne se terminent pas bien. Des histoires au cours desquelles l'entreprise bafoue tous les droits avec impunité, jette dehors les syndiqués, rogne les dispositions de santé et sécurité au prix de la vie des travailleurs. Des usines qui ferment parce que les spéculateurs veulent du profit immédiat.

Comme ces trois mille travailleurs et travailleuses de la mine de Grasberg en Indonésie qui ont perdu leur emploi après s'être retrouvés au milieu d'une partie de ping-pong entre l'entreprise et le gouvernement. Une campagne internationale n'a pas suffi à changer la situation. Et il en existe ainsi d'innombrables dont nous n'entendons pas parler parce qu'aucun syndicat n'était là pour s'en faire l'écho.

La "tempête parfaite" de crises

Même lorsque nous gagnons, nos victoires sont défensives. Parfois, nous parvenons à repousser un assaut sur nos conditions d'emploi, mais nous n'obtenons pas grand-chose de nouveau. **Le syndicalisme est sur la défensive. Les emplois deviennent plus précaires. De moins en moins de travailleurs obtiennent une bonne pension. L'iniquité gagne du terrain.** Chaque année, la part de richesse engrangée par une infime fraction de super-riches augmente et la part qui est laissée au reste d'entre nous fond. Le rapport de force entre le capital et les syndicats a fortement basculé en faveur du capital.

La crise à laquelle le syndicalisme est confronté fait partie d'une crise politique plus large. Le centre de l'échiquier s'effondre et le monde se

polarise. Au lieu de travailler ensemble à une plus grande prospérité, nous jouons dans un jeu à somme nulle. Les institutions qui bâtissent un consensus mondial, allant de l'ONU et l'OIT à l'UE et les FSI, sont fragilisées.

À la chute de l'Union Soviétique en 1989, pour la première fois de l'histoire, le monde a été uni dans un seul et unique système économique. Le monde s'est écarté de toute tentative par l'État de réguler ou contrôler l'économie. Les marchés ont gagné l'affaire et ont régné sans partage. Pour beaucoup, c'était une époque de grand espoir, la croyance en un avenir fait de prospérité partagée et d'absence de conflit, la Fin de l'Histoire. Jusqu'à ce que celle-ci prenne sa revanche lorsque le système financier mondial s'est effondré dans un krach.

En 2008, l'économie mondiale et toutes les veilles certitudes se sont écroulées. Les banques ont dû être sauvées et les investisseurs protégés, aux dépens de la population active qui a, à ce jour, subi une décennie d'austérité qui a déchiré le tissu social. Une nouvelle espèce de capitalisme dérangerant, dévastateur et parasitaire se fait du fric au départ du chaos plutôt que d'une activité productive.

En sauvant le système économique mondial, nous risquons de détruire notre avenir. Alors que le monde développé est englouti dans l'économie mondialisée à un rythme effréné, la population du monde occidental industrialisé s'attend, pour la première fois, à ce que la génération qui la suivra s'en tire moins bien que la sienne. Alors que le centre part en vrille, tout s'écroule et les entreprises et les populistes de droite comblent le vide laissé.

Les institutions qui bâtissent un consensus mondial, allant de l'ONU et l'OIT à l'UE et les FSI, sont fragilisées.

Nous vivons dans une "tempête parfaite" de crises, liées entre elles et se nourrissant les unes des autres : changement climatique, érosion de la démocratie, épuisantes guerres par procuration, réfugiés, fausses nouvelles, théories de la conspiration, emplois réduits à des prestations à la carte avant de disparaître pour cause d'automatisation.

Nous n'avons que 12 ans devant nous pour réduire de façon spectaculaire nos émissions de carbone si nous voulons préserver une certaine qualité de vie sur la Terre. Les plastiques polluent nos mers en masse et ont contaminé notre chaîne

alimentaire, le climat fait des ravages : inondations, vagues de chaleur et autres événements climatiques extrêmes coûtent des vies et des milliards de dollars. Des manifestants sur le climat sont arrêtés pour avoir bloqués des villes, mais il n'en reste pas moins vrai que la réponse politique est inadaptée et que l'homme le plus puissant du monde conteste les données scientifiques relatives au climat.

La démocratie est en danger, les sociétés se polarisent et le fascisme est à nouveau en marche. Alors que les États-nations perdent du pouvoir, l'appel au nationalisme prend de l'ampleur. Les plus grandes multinationales ont des budgets annuels qui excèdent de loin ceux de nombreux pays. Les gouvernements nationaux ont de moins en moins de pouvoir pour influencer leur comportement et ils en sont réduits à participer à des concours de beauté et à un nivellement par le bas pour proposer les plus bas salaires et la fiscalité la plus avantageuse pour la meilleure infrastructure possible.

Les conflits font rage partout dans le monde, attisés par des budgets militaires croissants, faisant de la fabrication des armes pratiquement la seule industrie encore florissante. La démocratie vacille sous le poids de populismes rendus possibles par les médias sociaux et la vérité cède la place à la conspiration. Les normes de travail sont érodées à mesure que l'emploi se précarise avant de disparaître entièrement.

Les politiques du désespoir

Les nouvelles formes de média impliquent que nous soyons exposés à davantage d'informations qu'avant, immédiatement, sans intermédiaire : nous avons l'impression d'être sur place alors que les événements se produisent. Cela nous fait nous sentir dépassés et impuissants. Il est difficile d'avoir une vision mesurée du monde, nous évoluons dans un état de crise permanente. Au lieu de faire porter la faute sur les entreprises et le système économique mondial qui donne la priorité à la croissance par rapport aux personnes, les populistes de droite la font porter sur les immigrants et les étrangers. La classe ouvrière se sent aliénée d'élites distantes, mais c'est la Droite qui parle pour elle.

Les gouvernements populistes de droite, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Israël, au Brésil, en Hongrie, en Turquie, en Inde et ailleurs, tournent le dos aux alliances mondiales et se regardent le nombril : Rendre sa grandeur à l'Amérique, Reprendre notre pays, Le Brésil avant tout, Dieu par-dessus tout. Alors que le développement mondial érode les identités locales, elles se réaffirment de la manière la plus réactionnaire.

Le mouvement syndical doit encore prendre la mesure de l'avenir du travail. Lorsque les premiers syndicats se sont formés, les ouvriers étaient regroupés dans des usines et nous les

recrutons aux portes de celles-ci. Mais à mesure que les chaînes d'approvisionnement se sont allongées, le travail a été externalisé et rendu précaire et les syndicats représentent un noyau de travailleurs permanents qui s'amenuise.

Le capitalisme est mondial, mais nos réponses sont toujours nationales. Les travailleurs sont encouragés à se méfier les uns des autres, en croyant leur propre direction et les politiciens du cru aux dépens des syndicats des autres pays. Mais si le diagnostic est compliqué, le traitement est simple : nous devons réaffirmer le droit humain qu'est la dignité au travail. Il nous faut de nouvelles formes de syndicalisme et un nouvel internationalisme. Le mouvement syndical international est tout ce que nous avons, la seule opposition au capital mondial.

.....

Contrairement aux ONG et aux organisations de consommateurs, les syndicats ont un mandat et une légitimité démocratique.



.....

Il nous faut de nouvelles formes de syndicalisme et un nouvel internationalisme. Le mouvement syndical international est tout ce que nous avons, la seule opposition au capital mondial.

Une politique d'espoir, la voie syndicale vers un monde plus juste

Qu'est-il advenu de l'idée selon laquelle "un autre monde est possible" ? La focalisation sur la crise fait que les gens ne perçoivent plus les bonnes nouvelles, les petites choses, peu spectaculaires, qui font que nous rendons le monde meilleur. Chaque fois que nous signons un accord-cadre mondial (ACM), nous obtenons l'engagement d'une entreprise à mieux faire, à établir des relations sociales au plan international.

Nous sommes enracinés, nous sommes partout. **Les syndicats sont les plus grandes organisations démocratiques au monde. Nos adhérents extraient les ressources minérales et le minerai de fer, produisent l'acier, créent les composants, assemblent les véhicules et les navires, les téléphones portables et les machines à laver. Ensuite, ils les démantèlent et les recyclent.**

Du fin fond jusqu'au sommet de la chaîne de valeurs, les syndiqués construisent et entretiennent le monde. IndustriALL représente 55 millions de travailleurs et travailleuses, les autres fédérations syndicales internationales, des millions d'autres. La CSI en représente 207 millions. Quelles autres organisations internationales ont cette portée et en font autant avec si peu ?

Contrairement aux ONG et aux organisations de consommateurs, les syndicats ont un mandat et une légitimité démocratique. Contrairement aux organisations caritatives et aux groupes de pression qui essaient de solutionner les problèmes de l'extérieur, les syndicats donnent aux gens le pouvoir de s'unir pour solutionner leurs propres problèmes.

Et contrairement aux partis politiques, les syndicats unissent les travailleurs et travailleuses quelles que soient leurs opinions politiques, leur genre, leur race, leur religion ou leur nationalité. Qui que vous soyez, quelle que soit votre identité, si vous travaillez pour gagner votre vie, vous êtes unis par un intérêt économique commun. Ceci génère des politiques inclusives ancrées dans l'expérience plutôt que dans l'idéologie : les syndicats nous donnent l'occasion de participer de manière massive et démocratique à l'économie.

À mesure que l'instabilité mondiale s'accroît, de nombreuses personnes se sentent impuissantes. Les syndicats peuvent donner de l'espoir et montrer une voie réaliste vers un avenir meilleur. Cela signifie construire des alliances avec les groupements de consommateurs et les mouvements sociaux et parler des sujets auxquels les gens tiennent, au lieu d'être perçus comme défendant des intérêts étriqués. Nous devons être présents dans le mouvement climatique, dans le féminisme, partout où les gens se regroupent pour préfigurer un monde meilleur. Nous devons montrer que nous faisons partie du futur et pas seulement du passé.

Mais notre force a la mesure de notre unité. Nous ne pouvons défaire les multinationales avec des



5

stratégies nationales et nous ne pouvons nous en remettre aux gouvernements nationaux pour nous protéger. Tout ce que nous avons, c'est de pouvoir compter les uns sur les autres. Et nous pouvons nous mesurer aux multinationales quand nous organisons syndicalement leurs travailleurs et travailleuses de par le monde, en particulier lorsque nous le faisons également dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Syndiquer au sein des chaînes d'approvisionnement

Le capitalisme mondial décentralisé possède des chaînes d'approvisionnement longues et complexes qui externalisent l'exploitation. Des composants sont fabriqués partout dans le monde, selon le modèle Just in Time, et expédiés pour l'assemblage. Plus vous vous enfoncez dans la chaîne d'approvisionnement, plus faibles sont les normes et le taux de syndicalisation. Une pièce d'équipement sophistiquée assemblée en Europe par des travailleurs ayant de bons salaires et une représentation syndicale solide contient des matières premières extraites du sol par des ouvriers dans des conditions épouvantables et des composants fabriqués par les travailleurs précaires au sein d'États répressifs.

Le capital recherche toujours les pays à bas salaires et aux normes minimales, parce que la production y est moins chère et le profit plus élevé. Il est dans l'intérêt des pays développés de s'en préoccuper. **Des syndicats forts dans les pays en développement font qu'il est plus difficile pour les entreprises de saper les normes du travail en y délocalisant. Ne syndiquer que le sommet de la chaîne d'approvisionnement, ce n'est pas ça la solidarité. Nous devons représenter tout le monde.**

Le modèle solidaire

Le développement des syndicats est cyclique. Les pays qui ont connu la révolution industrielle ont développé les premiers syndicats et se sont battus

pour des normes du travail que nous prenons maintenant pour acquises. Ces normes ont été incorporées aux législations nationales, au sein des conventions de l'OIT et d'autres instruments internationaux. Bien qu'elles soient maintenant assiégées, ces victoires syndicales du passé permettent aux travailleurs et travailleuses des démocraties avancées de disposer de conditions de travail relativement bonnes.

La production s'est déplacée vers les pays en développement. Nombre d'entre eux commencent à peine leur industrialisation, créant une main d'œuvre au départ de personnes qui étaient encore récemment des cultivateurs tentant de survivre. Ces travailleurs et travailleuses sont exploités de la même manière que l'étaient ceux et celles du temps de la révolution industrielle en Occident et se défendent en bâtissant des syndicats là où n'en existait pas avant.

Mais ils ne doivent pas tout reprendre au début. Ils apprennent au départ de l'expérience. **Les syndicats des pays développés ont des ressources et de l'expertise, et consacrer de l'argent au renforcement syndical est un investissement important. Dans le même temps, les syndicats des pays en développement doivent bâtir des structures durables. Pour être vraiment indépendants, les syndicats doivent se financer par le biais des cotisations collectées auprès de leurs adhérents.**

Défendre et reconstruire des institutions

Après avoir été témoins de l'horreur insensée et destructrice d'un monde déchiré par la concurrence et la guerre, des institutions internationales ont été créées pour construire la paix et le dialogue. On y retrouve des organisations officielles comme l'ONU et l'OIT, des organisations non-gouvernementales comme la Croix Rouge et des milliers d'autres encore, parmi lesquelles les Fédérations syndicales internationales, comme IndustriALL.



6

Mais nous sommes assiégés. La tendance mondiale s'éloigne de relations sociales positives : depuis 2012, le groupe des employeurs à l'OIT a tenté de s'en prendre au droit de grève et, de par le monde, de centaines de manières différentes, chaque jour, les employeurs ébrèchent un siècle d'avancées syndicales. Les travailleurs, en particulier les jeunes et les femmes, sont les plus durement touchés.

Il nous faut des institutions fortes et démocratiques pour contrer le pouvoir des multinationales. Des institutions représentatives traduisent le militantisme des travailleurs en pouvoir structuré. Durant la plus grande partie du 20e siècle, nous nous sommes reposés sur les gouvernements pour gérer les relations d'emploi, en légiférant sur les droits et responsabilités des travailleurs. La loi était une arme majeure dans l'arsenal syndical. Au 21e siècle, nous avons besoin d'un système juridique mondial. Parce que le capital est mondialisé et que les pays se font concurrence, seules des normes du travail mondialisées peuvent nous assurer que les travailleurs puissent, où qu'ils soient, évoluer dans la dignité.

Les Conventions de l'OIT représentent des années d'expertise et de meilleures pratiques. Lorsqu'un pays ratifie une convention de l'OIT, il l'incorpore dans sa législation nationale. C'est pourquoi pousser à la ratification des conventions représente une part si importante de la stratégie syndicale internationale.

L'OIT devient centenaire cette année. Il nous faut une OIT du 21e siècle, avec une garantie universelle qui donne à toutes les personnes actives les droits essentiels des principes fondamentaux de l'OIT : affranchissement du travail des enfants et du travail forcé, de la discrimination au travail, liberté syndicale et de négociation collective ainsi que le droit à un salaire vital, à la santé et la sécurité au travail et le contrôle du temps de travail.

Mécanismes mondiaux contraignants

Mais ce n'est pas assez. Les entreprises mondialisées sont souvent plus puissantes que les gouvernements nationaux et une législation nationale est un outil inadapté. Tout comme les conventions collectives nationales donnent aux travailleurs une protection améliorée et négociée, nous avons besoin de conventions collectives mondiales juridiquement contraignantes.

Les ACM contiennent le germe de cette idée, reflétant un engagement à établir une norme de relations sociales mondiales. Mais ce ne sont pas des instruments juridiquement contraignants : la prochaine génération d'ACM doit l'être. Le premier exemple de mécanisme mondial contraignant efficace est l'Accord du Bangladesh, un engagement juridiquement contraignant à améliorer la sécurité au sein des usines. Un précédent a été posé en 2016 lorsque deux enseignes de stature mondiale ont été soumises à arbitrage pour ne pas s'y être conformées.

Il s'agit là de l'avenir des relations sociales internationales et nous devons lutter pour. IndustriALL mène un travail de pionnier en élaborant les mécanismes dont nous avons besoin pour négocier et faire appliquer des accords mondiaux contraignants. Mais bien davantage doit être fait : des accords doivent être obtenus, des cas défendus et des précédents établis.

Si ce n'est pas nous, qui alors ?

Une crise mondiale requiert une réponse collective que des gouvernements et des entreprises en concurrence ne peuvent donner. En dépit de propos chaleureux à Davos ou dans d'autres forums internationaux, les personnes aux commandes ont des intérêts opposés et ne peuvent travailler ensemble de façon significative. **Afin de contrer l'effondrement du contrat**

social, nous avons besoin d'une internationale du peuple, un écosystème mondial de luttes corrélées et entrecroisées.

L'ironie de la situation, c'est que le capitalisme a besoin des syndicats et d'institutions fortes pour créer de la stabilité par le biais de salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail pour assurer que les travailleurs gagnent suffisamment pour acquérir des biens et faire tourner l'économie.

La fiscalité recycle les surplus du capital, maintenant le productif plutôt que caché sur des marchés offshore. Les institutions étatiques fournissent l'infrastructure physique, la planification économique sur le long terme et un soutien pour les industries émergentes ou en transformation qui sont nécessaires pour négocier la transition vers un monde du travail en mutation.

Internet, par exemple, s'est bâti grâce à de la recherche financée par le secteur public et une Transition juste et efficace vers un avenir neutre en carbone, avec du travail et la dignité pour tous, ne sera pas obtenue par le biais du secteur privé.

L'avenir se construira par la voie d'un consensus mondial. En tant que syndicats, nous faisons partie des organisations les plus représentatives au monde. Et des fédérations syndicales internationales comme IndustriALL font le lien entre les travailleurs et travailleuses sur le terrain, au travers des chaînes d'approvisionnement, avec les entreprises et les institutions qui ont le plus de pouvoir pour façonner le monde.

Pour paraphraser une vieille expression :

“

**Si ce n'est pas nous, qui alors ?
Si ce n'est pas comme ça,
alors comment ?
Si ce n'est pas maintenant,
alors quand ?**



- 1, 6 Manifestations sur l'Algérie à Genève, juin 2018. *IndustriALL*
- 2-3 Usine Flormar à Gebze, en Turquie. *IndustriALL*
- 4 Grève chez Mayr-Melnhof en juin 2018, Izmir, Turquie. *IndustriALL*
- 5 Scrutin syndical chez Akar Tekstil en septembre 2018, Izmir, Turquie. *IndustriALL*